



L'éditorial de M. Rocard



Le trait dominant de la situation politique présente, c'est probablement le fait que le courant socialiste et révolutionnaire ne pousse pas assez ses avantages. Et pourtant, la situation pourrait lui être très favorable.

Depuis un an que le régime a lancé l'idée de Nouvelle Société, rien ne s'est fait, rien n'a bougé. Comme toujours, et dans certaines firmes plus que jamais, le patronat traque les militants ouvriers : c'est le cas chez Simca, chez Caterpillar, chez Tachon à Bordeaux et en de multiples endroits. Dans l'industrie avancée les cadences s'intensifient en même temps que les luttes sur les conditions de travail se multiplient. Le « management » introduit même chez les cadres moyens une compétition sauvage qui leur enlève leurs dernières sécurités. Les perspectives qui s'offrent aux paysans et aux commerçants sont plus sombres que jamais. Le système d'enseignement est toujours à la dérive, Guichard se bornant à en rafistoler les éléments les plus indispensables à la formation des techniciens dont le capitalisme a besoin.

Dans une telle situation, il serait normal que le débat politique porte sur les issues, que la solution socialiste apparaisse comme une solution parfaitement plausible, et qu'une transformation révolutionnaire des structures françaises s'impose à un nombre croissant de travailleurs comme une nécessité urgente.

Et pourtant ce n'est pas le cas. Entre « l'ouverture », la « continuité », le « courant réformateur » et la « démocratie avancée », le débat politique reste complètement abstrait, coupé des réalités quotidiennes auxquelles s'affrontent les travailleurs. Une certaine manière de parler de la révolution en termes abstraits n'arrange rien et aggrave plutôt cette coupure.

Le résultat est une très grande incertitude de l'opinion et plus encore peut-être des travailleurs. Leur volonté d'un changement profond en est alors réduite à se porter sur des apparences, sur le remplacement d'un homme par un autre, sans se poser de questions sur les conditions d'une avancée réelle vers le socialisme, ni sur la liaison

entre la lutte sociale et les confrontations électorales. Et c'est, par exemple, la fuite de suffrages de travailleurs vers Poher ou vers Servan-Schreiber.

C est à cette situation concrète qu'il faut répondre. Il faut y répondre en soulignant à quel point le système politique français tourne à vide, à quel point il est nécessaire de créer un nouveau type de force politique, un mouvement populaire de masse, qui prépare la transformation socialiste de la société française en donnant leur pleine signification politique aux luttes quotidiennes des travailleurs et en les prolongeant en une perspective révolutionnaire.

En d'autres termes, pour renforcer le projet socialiste il est nécessaire que l'on sache de quoi il est fait et où il va. C'est pourquoi la Direction Politique Nationale du P.S.U. vient de prendre trois décisions importantes.

La première consiste à mettre à l'ordre du jour du prochain Congrès, en juin 1971, l'élaboration du programme de transition vers le socialisme. C'est répondre à la question : autour de quelles orientations principales les travailleurs peuvent-ils se rassembler pour imposer la prise révolutionnaire du pouvoir et une transformation socialiste du pays, quels seront les grands traits de la société socialiste à construire dans un pays développé, et comment les travailleurs pourront-ils en commencer la réalisation à l'occasion de la prise du pouvoir et immédiatement après ?

La deuxième décision consiste à mettre à l'ordre du jour du prochain Conseil national, les 15, 16 et 17 janvier 1971, l'élaboration du programme d'action du Parti. Profondément lié au programme de transition vers le socialisme qu'il précède et prépare, le programme d'action doit être l'inventaire des objectifs concrets que poursuivent les travailleurs à travers chacune de leurs luttes. Le P.S.U. a rejeté à plusieurs reprises, et notamment à son Conseil national de Rouen, toute confusion entre l'agitation ultraminoritaire, le prophétisme idéologique, d'une part, l'action de masse véritable de l'autre. La victoire du socialisme ne sera imposée que par la conjonction

des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière, des paysans qui ont fait le choix du socialisme, des employés et techniciens, de certains commerçants, peut-être de certains cadres. Cette conjonction ne doit pas être organisée par une bureaucratie centrale qui dirige toutes les luttes. Elle ne peut donc l'être que par référence commune à un programme d'action qui a pour double objectif de répondre clairement à la question « pourquoi nous nous battons? » et de servir de guide ou de critère de choix des priorités aux militants qui s'affrontent tous les jours avec la domination capitaliste dans la production.

Le programme d'action doit donc être le document qui tout à la fois décrit les objectifs concrets que poursuit aujourd'hui la lutte du Parti, qui explique en quoi ces objectifs sont liés à une transformation socialiste du pays, et différent par conséquent, de la stratégie de la démocratie avancée, qui vise seulement à occuper l'Etat actuel par la voie électorale pour l'aménager quelque peu sans en changer fondamentalement le caractère autoritaire et centralisé. C'est aussi le document qui doit permettre d'ajuster et de rendre convergentes les luttes décentralisées des ouvriers, des techniciens, des paysans, des enseignants, et des étudiants.

Mais comment faire pour qu'un tel programme exprime la réalité des luttes qui se mènent, et non pas la vision qu'en ont quelques commissions de techniciens ou une direction politique centrale, quelque bien intentionnées qu'elles soient ?

C'est ici que se place la troisième décision de la Direction Politique Nationale, sans doute la plus importante. Pour arriver à faire du programme d'action la traduction réelle du mouvement des travailleurs en lutte, il est apparu utile, avant que ne délibèrent les organes statutaires du Parti, sections et fédérations, de faire élaborer les éléments du projet de programme par des assemblées régionales où seront exclusivement présents les camarades travailleurs de l'industrie ou paysans, qui sont personnellement engagés dans la lutte de classes. De plus, ces assemblées pourront inviter à participer à leurs délibérations des militants non membres du parti, syndicalistes

ou politiques, sous la seule condition qu'eux aussi soient liés à la lutte quotidienne dans la production.

Bien entendu les projets ainsi élaborés seront ensuite soumis à la délibération des organes statutaires du parti. Mais cette première phase des travaux est fondamentale.

C'est la première fois sans doute qu'un parti politique français demande à certains de ses membres de s'écarter pendant un temps de la définition de son programme pour que ce dernier traduise vraiment les préoccupations quotidiennes des travailleurs, plutôt qu'une vision qui risquerait d'être un peu théorique.

Et c'est la première fois aussi qu'un parti socialiste appelle à contribuer à la définition de son programme des militants extérieurs à ses propres rangs. C'est à nos yeux un des moyens de lever les méfiances traditionnelles entre organisations politiques et syndicales, ou de surmonter la méfiance de militants combattifs mais qui répugnent à s'engager dans un parti. Ils pourront, sans aucun engagement de leur part, en conservant leurs désaccords éventuels avec nous, non seulement exprimer leurs opinions, mais faire adopter tel ou tel objectif qui leur paraît important, telle analyse des perspectives de la lutte socialiste à laquelle ils tiennent.

Si le pari considérable que représente cette décision est gagné, et il faut qu'il le soit, alors le programme d'action du P.S.U. sera le programme d'action d'un courant bien plus large. Il exprimera nos objectifs à court terme mais en même temps traduira la dynamique des luttes populaires sur laquelle ce programme s'appuie.

La préparation ouverte et sérieuse des assemblées régionales pour le programme d'action doit donc être dès maintenant le souci essentiel des militants du Parti. Sous cette condition, l'offensive socialiste pourra reprendre son essor, et la perspective socialiste a chance de devenir pour les travailleurs la traduction concrète de leurs aspirations.